

Graphisme : photogravure, mise en page et maquette d'ouvrages d'architecture

Cahier des Clauses Techniques et Particulières CCAP

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :
Le 27/01/2026, 12h00

La procédure de passation de l'accord cadre est celle des marchés passés selon une procédure d'appel d'offres

Article 1. Objet de l'accord cadre – Dispositions générales

La présente consultation a pour objet la mise en page (dans le cadre de maquettes existantes), la révision et/ou conception graphique de maquettes, ainsi que le suivi de la fabrication d'ouvrages d'architecture pour les Éditions de la Villette, service de l'Ecole Nationale Supérieure de l'Architecture de Paris la Villette (ci-après désignée « ENSA-PLV »).

Il convient de préciser séparément et pour chaque collection (hormis le cas de la collection « Passage ») le coût unitaire d'équilibrage (dont optimisation colorimétrique et photogravure) des fichiers numériques correspondant aux images N&B et couleur, ainsi que celui de la conception de la couverture tout comme de la cession à un éditeur étranger de la maquette.

| LOT n°1 | CODE CPV | MONTANT MINIMUM sur la durée totale de l'accord cadre | MONTANT MAXIMUM sur la durée totale de l'accord cadre | NOMBRE DE TITULAIRES RETENUS |
|---------|-----------|--|--|---------------------------------|
| | 798225007 | PAS DE MINIMUM | 120 000€ | 1 |

La description des fournitures et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée suivant la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles des articles L. 2120-1, L. 2124-1, R. 2124-1 et R. 2124-2 du Code de la commande publique.

1.2 Technique d'achat et forme du contrat

L'acheteur a choisi de recourir à la technique d'achat de l'accord-cadre, prévue à l'article L. 2125-1. L'accord-cadre est mono-attributaire. Les prestations seront commandées par l'émission de bons de commandes selon les besoins.

Article 2. Durée du contrat

La durée d'exécution de l'accord-cadre est d'une (1) année à compter de la date de sa notification, reconductible 3 fois. Il ne peut pas excéder 4 ans, reconduction comprise.

La reconduction est tacite, en l'absence de décision du pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre est reconduit pour une durée d'un an.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire le présent accord-cadre, il notifie sa décision au titulaire au plus tard 3 mois avant la fin de la date anniversaire de l'accord-cadre. Cette décision n'a pas à être motivée.

Article 3. Pièces contractuelles

3.1 Pièces régissant l'accord cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord cadre est composé des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe le BPU,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Les bons de commande

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021,

Le mémoire technique du titulaire ;

Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité établi ci-dessus.

Le titulaire ne saurait se prévaloir de ses clauses générales de vente, ou de toute autre clause ou document lui appartenant, entrant en contradiction avec les pièces constitutives du marché. Ces documents ou clauses ne sont pas applicables au présent marché.

Article 4. Conditions d'exécution des prestations

4.1 Forme des notifications et informations

Par dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG FCS la notification au Titulaire des décisions, observations ou informations de l'ENSAPLV qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de donner date certaine du jour et heure de sa réception.

4.2 Conditions d'exécution des prestations :

Les prestations devront être conformes aux stipulations définies dans le CCTP.

Article 5. Représentation des parties

5.1 Représentation de l'acheteur

La personne habilitée à suivre l'exécution du contrat est : M. Pierre CHABARD

5.2 Représentation du Titulaire

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG/FCS, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du représentant de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant de l'acheteur, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/FFCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et pouvant influencer son déroulement.

Le titulaire doit également notifier sans délai les jugements de redressement ou liquidation judiciaire, toute procédure de sauvegarde, de déclaration de cessation de paiement, d'ouverture d'une procédure collective ou toute mesure d'interdiction de concourir à un marché public prise à son encontre, ainsi que tout jugement ou toute décision administrative ayant une incidence sur l'exécution.

Article 6. Prix

6.1 Contenu et caractère des prix

L'accord-cadre et ses bons de commandes sont traités à prix unitaires. Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement exécutées. Ils figurent dans le bordereau des prix unitaires, annexé à l'acte d'engagement avec valeur contractuelle.

Les prix de l'accord-cadre sont réputés complets et franco de port. Ils comprennent toutes les dépenses afférentes à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, toutes fournitures, dépenses de conditionnement, emballages, manutention notamment, de transport, d'assurance, garantie et livraison sur le site de l'ENSAPLV déchargement au lieu de livraison, main-d'œuvre, frais de transport, de repas et d'hébergements des personnels nécessaires à l'exécution complète des prestations conformément aux règles de l'art ainsi que toute sujétion, aléas et frais accessoires.

Les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prix incluent également, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire, la garantie standard, l'extension de garantie le cas échéant, la documentation technique, les frais de gestion et de suivi de l'accord-cadre tels que les réunions préparatoires, de suivi ou de bilan, toutes les charges fiscales et parafiscales frappant la prestation.

6.2 Variation des prix

Les prix du lot sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres de l'accord cadre. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de la notification de du lot de l'accord-cadre.

La révision sera effectuée par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0.15 + 0.85 (I_n / I_0)]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé P_0 = Prix initial

I_n = Valeur de l'indice du mois concerné

I_0 = Valeur de l'indice de référence du mois d'établissement des prix du lot, appelé mois zéro (Mo)

I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence ICHT-J respectivement au mois zéro et au mois n.

Où :

ICHT-J : Information, communication

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date anniversaire du lot.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution du lot, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

6.3 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194- 5 du code de la commande publique ;

Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous- traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

Article 7. Informations relatives aux bons de commande

Les bons de commande comprendront les informations suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre,
- le numéro de bon de commande,
- la date et/ou le délai d'exécution,
- le lieu de livraison ou d'exécution,
- les adresses de livraisons et de facturation,
- le prix HT unitaire des fournitures,
- le prix HT des prestations accessoires éventuelles : installation, extension de garantie
- le prix global HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant global TTC.

Conformément aux articles 3.7.2. et 3.7.3 du CCAG, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'émetteur du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Article 8. Délai d'exécution des bons de commande

La durée d'exécution des bons de commande passés en vertu du présent accord cadre ne peut dépasser trois mois afin de ne pas se prolonger au-delà de la date limite de validité du présent accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Article 9. Modalités d'exécution des prestations

Les stipulations ci-après complètent le CCTP et ne peuvent avoir pour objet de rendre sans effet les clauses du CCTP.

Les modalités techniques d'exécution des prestations sont conformes aux normes homologuées nationales, ou à défaut européennes ou bien encore applicables en France en vertu d'accords internationaux présentes ou à venir pendant toute la durée de validité du marché.

Le titulaire s'engage à fournir les prestations objet de son offre pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Article 10. Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que l'ENSA puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, et ce dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 11. Obligation de confidentialité :

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG.

Il est précisé que cette obligation de confidentialité ne fait pas obstacle à la mention par le titulaire de la réalisation de sa prestation pour le compte de l'ENSA dans ses documents commerciaux ou sa communication.

Article 12. Obligation de respect de la réglementation des données personnelles

Le titulaire garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre. Le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter des données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel. Le titulaire s'engage à prendre en compte, s'agissant de ses outils ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité appropriées pour garantir la confidentialité, l'intégrité des données personnelles confiées. Au terme du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel qui lui ont été confiées par l'ENSAPLV, à n'en conserver aucune copie et à aviser l'ENSAPLV de leur destruction.

Le respect par le titulaire de l'ensemble des mesures imposées par la réglementation protégeant les données personnelles, notamment au regard de l'accessibilité de la confidentialité, du droit de rectification, d'opposition, d'effacement, de portabilité et de sauvegarde des données personnelles est une des conditions essentielles ayant conduit à la conclusion du présent accord-cadre. L'ENSA fait du respect desdites mesures une condition essentielle du maintien de l'accord-cadre, que le titulaire s'engage à respecter.

Avant leur mise en œuvre, le titulaire s'engage à signaler à l'ENSA les prestations objet du présent accord-cadre qui génèrent la collecte, le traitement ou la communication de données à caractère personnel.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est fait application de l'article 5.2.2 du CCAG. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour l'accord-cadre.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord-cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 18.

Article 13. Réglementation de la protection de l'environnement

Il est fait application de l'article 7.2 du CCAG.

Article 14. Marchés négociés

Sans que cela soit une obligation pour elle, et en application de l'article R2122-4 du code de la commande publique, l'ENSAPLV peut recourir à la passation d'un marché négocié pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

Article 15. Modalités de règlement

Les factures du titulaire sont établies après service fait au terme de l'exécution de chacun des bons de commande d'une durée d'exécution inférieure à trois mois, sous la forme de paiements partiels définitifs au prononcé de l'admission.

15.1 Avance

Eu égard aux montants de l'accord-cadre, le titulaire ne peut bénéficier du versement d'une avance.

15.2 Paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG.FCS

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autres formalités des intérêts moratoires au profit du titulaire, au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Le titulaire bénéficie dans les mêmes conditions de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

15.3 Établissement des factures

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et avec le nombre de copies réglementaires et comporteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier, son numéro Siret,
- la domiciliation bancaire (numéro de compte, réf Iban et code Bic),
- la référence et la date de l'accord-cadre, le numéro du bon de commande éventuel,
- la prestation réalisée,
- le montant hors TVA de la prestation exécutée,
- le prix des prestations accessoires,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations.

15.4 Envoi de la demande de paiement : Facturation électronique

Conformément aux articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les bénéficiaires d'une commande publique doivent transmettre obligatoirement leurs factures sous forme électronique.

L'émission et la transmission des factures sont effectuées selon les dispositions de l'article D.2192-1 et suivants et de l'article R. 2192-3 du code de la commande publique.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue au moyen d'une solution mutualisée dénommée « Chorus Pro » dont le fonctionnement est régi par l'arrêté et le décret précités.

Pour la transmission des factures via ChorusPro, le titulaire utilisera l'identifiant indiqué sur le bon de commande.

Les informations suivantes seront saisies par le Titulaire :

- N° SIRET : 197 518 756 00014
- N° d'engagement juridique : n° du bon de commande

Article 16. Propriété intellectuelle

Le transfert de propriété des prestations au bénéfice de l'ENSAPLV est effectué à la date d'admission des prestations. Les droits de propriété intellectuelle sont cédés à l'ENSA conformément aux dispositions du chapitre 6 du CCAG.

Article 17. Pénalités

17.1 Pénalités de retard

Il est fait application de l'article 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités, quel qu'en soit le montant. Aucune franchise ne s'applique : toute pénalité, y compris inférieure à 1 000 euros, est intégralement due.

Les pénalités de retard peuvent être appliquées sans mise en demeure préalable, dès lors qu'un retard est constaté par l'ENSAPLV ou son représentant.

Toutefois, si l'ENSAPLV décide de solliciter les observations du titulaire, il peut fixer un délai de réponse inférieur à quinze jours.

En l'absence de réponse ou en cas d'observations jugées non pertinentes, les pénalités sont automatiquement appliquées, sans nécessité de motivation complémentaire.

En cas de retard dans la remise des documents exigés au titre de l'exécution du marché (notamment ceux visés à l'article 4 du CCAG-FCS), les pénalités ou retenues s'appliquent de plein droit, sans mise en demeure, sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché.

17.2 Pénalités pour manquement contractuel

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, qu'il s'agisse :

- d'une mauvaise exécution des prestations (qualité, conformité, contenu),
- d'un non-respect des clauses contractuelles (délais, procédures, livrables, confidentialité, etc.).

L'ENSAPLV se réserve le droit d'appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire par manquement constaté, selon les montants et modalités définis dans le CCTP ou les documents particuliers du marché.

17.3 Montant des pénalités

En cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au bon de commande (incluant notamment la remise des BAT, la fabrication, l'impression, le façonnage ou la livraison des ouvrages) des pénalités de retard sont automatiquement appliquées, sans mise en demeure préalable, à compter du lendemain de la date contractuelle d'exécution.

Les pénalités sont fixées à :

1/1000 (un pour mille) du montant hors taxes du bon de commande par jour calendaire de retard, dans la limite d'un plafond de 10 % du montant hors taxes dudit bon.

L'ENSAPLV se réserve le droit, en cas de retard supérieur à 30 jours, ou lorsque le retard compromet gravement la disponibilité des ouvrages (notamment en vue d'événements, de parutions programmées ou de contraintes de diffusion), de :

- résilier le bon de commande, voire le marché, aux torts exclusifs du Titulaire ;
- faire exécuter la prestation aux frais du Titulaire par un prestataire tiers, conformément à la réglementation applicable.

Les pénalités appliquées ne libèrent en aucun cas le Titulaire de ses obligations contractuelles et ne valent pas renonciation de l'ENSAPLV à toute demande de réparation complémentaire en cas de préjudice avéré.

17.4 Cumul des pénalités

En cas de pluralité de manquements, les pénalités correspondantes peuvent être cumulées, sauf en cas de lien direct de causalité entre deux manquements. Dans ce cas, seule la pénalité la plus élevée est retenue.

17.5 Caractère cumulatif des régimes

Les pénalités pour retard et les pénalités pour manquement constituent deux régimes distincts mais cumulatifs. Ainsi, un manquement initial ayant pour conséquence un retard dans l'exécution peut donner lieu à l'application simultanée des deux régimes.

L'acheteur a également la faculté de résilier l'accord-cadre pour faute sans indemnité aux frais et risques du titulaire.

Article 18. Retenue de garantie

Le présent accord-cadre ne prévoit pas de retenue de garantie.

Article 19. Nantissement cession

Le titulaire est admis au bénéfice du nantissement et de la cession. Le certificat de cessibilité en vue du nantissement ou de la cession de créances sera délivré sans frais par la directrice de l'ENSAPLV. La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique est la directrice de l'ENSAPLV.

Article 20. Résiliation

Le chapitre 7 du CCAG FCS est applicable.

L'ENSAPLV peut résilier tout ou partie de l'accord-cadre, tout ou partie d'un marché sans que le titulaire ne puisse prétendre au versement d'indemnités en cas de défaut d'exécution de l'accord-cadre caractérisé notamment par l'inexécution par ce dernier de ses obligations.

Il est précisé que dans l'hypothèse où l'ENSAPLV devrait prononcer le rejet des prestations du titulaire, celui-ci pourra encourir au choix de l'acheteur, après mise en demeure, la résiliation totale ou partielle de l'accord-cadre ou du marché subséquent concerné pour faute.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'omission des déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou si le titulaire n'a pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles ou refusé de produire les pièces prévues aux articles R 324-4 ou R 324-7 du code du travail, l'accord-cadre est résilié pour faute du titulaire.

Toutefois, si le titulaire est exclu de la procédure de passation des marchés publics en application des articles L2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique, la décision de résiliation intervient sans mise en demeure après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

En cas de résiliation pour faute, les conséquences pécuniaires de celle-ci, en particulier dans l'hypothèse d'une exécution des prestations prévues par l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire, sont à la charge de celui-ci.

Article 21. Clause de réexamen, avenant

En tant que de besoin, outre les hypothèses prévues précédemment dans le présent accord-cadre, telles que notamment la révision des prix, chacune des parties peut demander le réexaminer des conditions du contrat.

Le réexamen peut porter en particulier sur la substitution ou l'ajout de prix unitaires, la modification de caractéristiques techniques compte tenu de l'évolution des technologies afférentes aux prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Le réexamen peut porter également sur le changement de titulaire en cas notamment de fusion, cession, absorption du cocontractant de l'acheteur ou d'ajout d'un nouveau cotraitant.

En cas d'accord des parties, celles-ci procéderont par voie d'avenant pour procéder aux modifications.

Article 22. Législation applicable / litiges

Le présent marché est soumis aux lois et règlements français, à l'exception des règles de conflit de loi qui pourraient avoir pour effet de renvoyer, pour la résolution matérielle du litige à une autre législation. Pour toute contestation survenant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat et qui ne pourrait être réglée à l'amiable, attribution est faite à la juridiction administrative territorialement compétente.

Article 23. Dérogation au CCAG

L'article 3.1 pièces régissant l'accord cadre du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG

L'article 4.1 forme des notifications et informations du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG

L'article 16.1 pénalités du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG,